

## Arménie : Récolter les fruits des réformes menées

Les 15 dernières années ont vu l'Arménie sortir du giron de l'ex-Union soviétique et d'une grave crise économique pour se transformer en un véritable « tigre du Caucase ». Bien que ne disposant pas de ressources extractives en grande quantité, le pays a affiché un taux de croissance annuelle moyenne du PIB de l'ordre de 10 % ces dix dernières années, et même de 13 et 14 % en 2005 et 2006. Son taux de pauvreté, qui était supérieur à 55 % au début de la transition, est aujourd'hui tombé à environ 30 %. La croissance a eu pour effet d'accélérer la réduction de la pauvreté absolue, qui est passée de plus de 20 % au milieu des années 90 à moins de 5 % en 2005. Un rapport en date de 2006 qui évaluait la facilité avec laquelle les activités économiques sont entreprises dans le monde a classé le pays au 34<sup>e</sup> rang mondial.

Indicateurs-pays	1995	2005
PIB par habitant (USD)	409	1626
Taux d'inflation moyen (%)	176,7	0,6
Dette publique totale (% du PIB)	35	22
Déficit budgétaire (% du PIB)	- 9,0	- 2,6
Apports nets d'IDE (USD millions)	19	252
Population (millions)	3,1	3,0
Incidence de la pauvreté (%) <sup>a</sup>	56 (1998/99)	29,8
Incidence de la pauvreté absolue (%) <sup>a</sup>	21 (1998/99)	4,6
Taux brut de scolarisation primaire (%)	92 (2000)	101 (2004)
Mortalité juvénile (moins de 5 ans, pour 1 000)	24 (1990)	13,6
Mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	38,5 (1990)	16

Sources : « Social Snapshot and Poverty in Armenia 2004 » (« Instantané 2004 des indicateurs sociaux et de la pauvreté en Arménie ») et comptes nationaux.

a. Le seuil de pauvreté utilisé est basé sur des enquêtes annuelles sur les ménages préparées par la direction nationale de la statistique avec l'appui de l'IDA.

Depuis le début de la transition en 1991, l'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale destiné aux pays les plus pauvres de la planète, a accordé 840 millions de dollars à l'Arménie, avec des engagements annuels de 50 à 60 millions de dollars en moyenne. Selon le système d'allocation de l'aide sur la base des résultats établi par l'IDA, l'Arménie présente les meilleurs résultats du portefeuille de l'Association.

L'engagement soutenu de l'IDA à la réforme des politiques à travers huit prêts accordés à l'appui des politiques apparaît comme la principale caractéristique du travail de l'Association en Arménie. L'IDA a en outre financé l'investissement dans des secteurs clés tels que l'adduction d'eau, le transport, le développement rural, l'énergie, la santé et l'éducation. L'IDA a également préparé des travaux d'analyse en rapport direct avec ses opérations. Les autorités reconnaissent à la Banque le mérite d'être le bailleur de fonds le plus influent du pays, d'avoir encouragé la mise en œuvre rapide des réformes et d'avoir joué un rôle de catalyseur au titre des financements consentis par les donateurs.



## RÉSULTATS DU PAYS

**En Arménie, le processus de réforme a été particulièrement constant et efficace.**

**Le pays a subi un grave repli économique au lendemain de son indépendance en 1991.**

Le PIB a baissé de plus de 50 % entre 1990 et 1993. Avec l'effondrement de l'ex-Union soviétique, l'Arménie s'est retrouvée avec une économie planifiée qui, pour l'essentiel, ne fonctionnait pas. En outre, le pays luttait contre les conséquences d'un terrible séisme survenu en 1988, auxquelles s'était ajouté le conflit contre l'Azerbaïdjan voisin, une autre source de difficultés économiques.

L'effondrement de l'économie a entraîné une hyperinflation, un déficit budgétaire qui a culminé à 55 % du PIB en 1993, des fermetures d'usines, des pénuries d'électricité et un vaste mouvement d'émigration. Environ 80 % de la population ont survécu grâce à l'aide humanitaire. Dans ce contexte, le taux de pauvreté est monté en flèche, pour s'établir à 56 % environ durant la période 1998/1999.

L'Arménie a malgré tout conservé deux importants atouts, à savoir ses systèmes de santé et d'éducation de base, certes hérités de l'ère soviétique mais solidement établis, ainsi que ses infrastructures de base en matière de logement et autres. Un cessez-le-feu ayant été conclu en 1994 avec l'Azerbaïdjan, un programme de stabilisation et de réforme a été lancé.

**Depuis 1994, l'Arménie a maintenu le cap sur les réformes.**

Le programme de réformes a débuté par l'élimination des contrôles sur les prix et les salaires et par une réforme foncière. En fait, la majorité des terres a été privatisée d'emblée, ainsi que la quasi-totalité des petites entreprises. Le rythme des réformes s'est quelque peu ralenti à la fin des années 90, une évolution à laquelle ont fortement contribué la crise économique qui a frappé la Russie en 1998 et, l'année suivante, l'assassinat du premier ministre et du président du parlement. Mais avec la mise en place d'un nouveau gouvernement, en 2000, le pays a renoué avec la stabilité et le mouvement de réforme.

**Un élément majeur du processus de réforme : la mutation du rôle de l'État.**

Les objectifs visés étaient de stimuler la croissance par un processus de réforme fiscale et de déréglementation, d'améliorer le contrôle des dépenses publiques, de restructurer le secteur de l'énergie et d'assainir celui des banques.

Les déficits budgétaires et problèmes de gestion affectant les entreprises publiques ont été sensiblement réduits, et l'environnement dans lequel opère le secteur privé s'est amélioré. L'accession de l'Arménie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2003 a été un tournant décisif.

Des améliorations ont par ailleurs été introduites dans le système des prestations sociales, dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et en matière d'approvisionnement en énergie. Après avoir dû endurer de terribles hivers avec guère plus de deux heures d'électricité par jour dans les années 90, les Arméniens disposent à présent de l'électricité 24 heures sur 24. Ce même secteur, qui contribuait jadis à vider les caisses de l'État, est à présent une des principales sources de recettes fiscales pour le pays.

### **La réaction de l'économie à ces mesures de réforme a été forte.**

En 1995, la situation économique s'était stabilisée, et le processus de redressement s'est poursuivi à un rythme régulier, avec des taux de croissance annuelle à deux chiffres en moyenne. Le niveau de pauvreté est tombé de 56 % en 1998/1999 à 30 % environ en 2005.

Le pays a par ailleurs accompli des progrès notables en vue de réaliser les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Il a réduit de moitié la mortalité infantile. Et son climat de l'investissement s'est nettement amélioré : dans la dernière édition du rapport du Groupe de la Banque mondiale intitulé *Doing Business*, l'Arménie figurait en 34<sup>e</sup> position, et les investissements ont énormément progressé à Erevan, la capitale, ainsi que dans les zones rurales.

Comme l'indiquent diverses études, l'Arménie a accompli des progrès continus sur les fronts de la transparence et de la gouvernance. La corruption reste néanmoins un problème reconnu.

## **CONTRIBUTIONS DE L'IDA**

L'Arménie est membre de l'IDA depuis 1993, et le tiers environ de l'aide fournie par celle-ci a pris la forme de huit opérations de prêt à l'appui des politiques destinées à soutenir les efforts de réforme menés par les dirigeants, notamment en matière de développement du secteur privé, de douanes, d'impôts et de services sociaux.

L'IDA a également financé quelque 35 projets d'investissement surtout axés sur le développement rural et communautaire, l'amélioration du rendement énergétique, la santé et l'éducation, ainsi que les réformes du système judiciaire et du secteur public. Elle a en outre procédé à une quarantaine d'études analytiques, dont une série régulière de Mémoires économiques sur le pays, d'examen des dépenses publiques, d'évaluations de la pauvreté, d'évaluations du secteur financier, d'examen fiduciaires et d'études consacrées à des secteurs donnés, qui ont aidé le pays à donner forme à son programme de réforme.

### **Depuis 1993, le partenariat établi entre l'IDA et l'Arménie a contribué à produire des résultats tangibles.**

#### **Soutenir les réformes**

En 1993, l'IDA a rédigé un Mémoire économique sur l'Arménie qui a été utilisé par le gouvernement, la Banque et d'autres bailleurs de fonds comme principal document stratégique sur la base duquel démarrer les réformes.

Depuis lors, l'IDA a octroyé au total huit prêts à l'appui des politiques d'ajustement pour soutenir la stabilisation économique, mettre en place les procédures de gestion budgétaire et financière de base, renforcer les dispositifs de protection sociale, améliorer le climat des affaires et l'environnement du secteur financier pour permettre la concurrence ; et il aide à présent le pays à apporter des améliorations en matière de gouvernance, de transparence et d'efficacité de ses administrations douanières et fiscales.

Dans son rôle d'appui aux politiques, l'IDA a œuvré en étroite collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI) pour assurer une approche macroéconomique cohérente à l'appui de la croissance et du développement.

## **Mettre sur pied un programme de développement à l'initiative du pays**

En 2003, l'IDA a aidé le gouvernement à préparer son document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), autour duquel s'est articulée la coordination de l'aide des bailleurs de fonds. Le DSRP de l'Arménie définit des objectifs clairs, dont la majorité a été atteinte, voire dépassée, et a constitué un cadre propice à la coordination de l'action des donateurs qui, jusqu'alors, avait été insuffisante. L'IDA aide actuellement le gouvernement à préparer une mise à jour du DSRP, qui devrait être prête au milieu de 2007.

## **Harmoniser et mobiliser l'appui des bailleurs de fonds**

À la suite du cessez-le-feu de 1994, l'IDA a présidé des réunions du Groupe consultatif sur le pays à intervalle régulier, signe important à l'adresse des autres donateurs que l'Arménie pouvait faire bon usage de l'aide. Ces derniers temps, le chef-pays de la Banque mondiale participe, souvent en qualité de président de séance, à des réunions locales des bailleurs de fonds sur des sujets très divers.

La mobilisation des compétences et des ressources financières de la diaspora est un élément nouveau à souligner. À titre d'exemple, le financement initial par l'IDA de travaux de réhabilitation de routes et de ponts et l'appui qu'elle a fourni au renforcement des capacités de la direction des routes ont établi une solide base qui a rendu possible un apport de financement privé de la diaspora (à raison de 73 millions de dollars entre 1998 et 2002) pour la remise en état d'une bonne partie du réseau restant.

L'étude réalisée par l'IDA sur le développement rural a servi de fondement analytique pour le contrat de 235 millions de dollars conclu par la Millennium Challenge Corporation des États-Unis avec l'Arménie. L'IDA a de plus

fourni un appui analytique et logistique à la Banque asiatique de développement, qui a récemment commencé à intervenir en Arménie.

## **Faciliter l'échange de connaissances entre pays**

L'IDA a mobilisé les services d'experts étrangers et organisé des séminaires pour aider les autorités à identifier les mesures à prendre dans des domaines comme les régimes de retraite et les douanes. Ses activités d'appui aux politiques menées ont permis à l'Arménie d'améliorer son système de gestion budgétaire en s'inspirant du modèle de décentralisation néo-zélandais, et d'adopter les directives établies par la Convention de Bâle en matière de fonds propres, ce qui a eu pour effet de stimuler la recapitalisation progressive des banques ayant survécu à la transition.

L'IDA a par ailleurs contribué à l'échange de savoir entre pays, par exemple au moyen de son initiative CIS-7 et de son séminaire annuel de gestion publique destiné aux pays de la région Europe et Asie centrale.

D'autres pays ont quant à eux tiré des enseignements de l'expérience menée avec succès par l'Arménie pour ce qui est de remettre en état son secteur de l'irrigation, ainsi que de son DSRP et des lauriers qui lui ont été décernés.

## **Renforcer les infrastructures et les institutions.**

L'IDA a aidé l'Arménie à réhabiliter ses routes et ses réseaux d'alimentation en eau, d'approvisionnement énergétique et d'irrigation. Mais elle a aussi aidé à mettre en place les institutions et systèmes voulus pour assurer la pérennité de ces investissements.

Par exemple, la remise en état du système d'irrigation a été consolidée par la mise en place d'un solide réseau d'associations d'utilisateurs de l'eau.

L'Association a aussi aidé le gouvernement à mettre sur pied un nouveau système de prestations sociales qui cible les pauvres, et à mieux utiliser les dispositifs de planification et d'information dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Ce type d'appui au renforcement des capacités est fourni dans le cadre non seulement de projets mais aussi d'activités d'analyse, notamment par le biais du programme d'évaluation de la pauvreté. La direction nationale de la statistique a bénéficié des apports de ce programme ; elle est désormais en mesure de mener des enquêtes auprès des ménages sur une base annuelle, et publie un instantané annuel des indicateurs sociaux et de la pauvreté.

#### Rompre avec le passé

« Le travail d'analyse a été très important pour aider les fonctionnaires manquant d'expérience et émergeant tout juste de la "léthargie soviétique" à prendre des décisions », a déclaré Vahram Nercissiantz, conseiller économique en chef du Président arménien. « Sans cette base analytique, des décisions arbitraires auraient causé beaucoup, beaucoup de problèmes par la suite. »

Avec l'appui de l'IDA, le gouvernement a avancé dans le sens d'un système de passation des marchés en ligne, et mis en place un organe de contrôle plus autonome, faisant appel à des pratiques admises au plan international. Les principes de sauvegarde environnementale et sociale de l'IDA ont également servi de modèles. Des approches appropriées en matière d'examen a posteriori sont à présent intégrées dans les prestations de services d'infrastructure du pays.

#### Renforcer le rôle du secteur privé

L'IDA a joué un rôle primordial pour la mise en place des institutions nécessaires au secteur privé, qu'il s'agisse des organes de réglementation, de l'administration des titres fonciers, des établissements financiers à

même d'accorder des prêts aux petites entreprises et exploitations agricoles, ou de l'Agence de développement arménienne (organisme de promotion des investissements que l'IDA a aidé à mettre en place en collaboration avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements, autre instance du Groupe de la Banque mondiale). L'IDA soutient également le recours à des opérateurs privés dans le secteur de l'alimentation en eau.

Enfin, elle fournit régulièrement des points de repère par le biais de la série de rapports *Doing Business* du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que des enquêtes d'opinion menées auprès des chefs d'entreprises.

#### Faire le lien entre investissements sectoriels et échanges de politique économique au sens large

L'IDA ne se ramène pas à la simple somme de ses éléments. Ainsi, ses projets d'investissement dans les services publics d'alimentation en eau et en énergie ont aidé ces secteurs à devenir autonomes, et la mise en œuvre de ce processus a elle-même bénéficié du dialogue de politique macroéconomique mené par l'IDA avec le gouvernement. La réduction des subventions publiques à ces services publics a quant à elle dégagé une marge de plus pour l'accroissement des dépenses sociales. Enfin, les projets entrepris dans les secteurs de la santé et de l'éducation permettent d'acheminer ces fonds supplémentaires vers ceux qui en ont le plus besoin.

#### L'impact des actions de l'IDA en Arménie se ressent dans de nombreux secteurs

**Reconstruction d'urgence et prévention des catastrophes.** L'un des premiers prêts accordés par l'IDA à l'Arménie portait sur la reconstruction de l'infrastructure de base, le logement et la réhabilitation des installations communautaires détruites par le séisme de 1988. Au total, 2 857 unités d'habitation ont été construites, réhabilitées ou renforcées, 41 kilomètres de canalisations d'eau ont été réparées, et huit centres

communautaires, écoles et hôpitaux ont également été remis en état. Plus récemment, l'IDA a entrepris de financer la réhabilitation de 74 des 87 barrages que compte le pays, dans le double but d'en améliorer le rendement et de réduire les risques d'inondation pour plus de 500 000 personnes vivant à proximité.

**Développement rural et environnement.** L'IDA a accordé une attention considérable aux zones rurales, dans lesquelles se concentre une bonne partie de la population pauvre du pays. Une part importante de son action a consisté à transformer un système agricole de type dirigiste qui s'était gravement dégradé pour en faire un secteur compétitif capable de soutenir la croissance. L'agriculture, la production ainsi que les prix aux producteurs ont fortement progressé. L'exportation de produits clés tels que pâte de tomate, œufs et fruits a enregistré une croissance rapide, le niveau des exportations de produits alimentaires passant de 12 millions de dollars en 1996 à 97 millions en 2005.

### Réforme agraire et perspectives

Plusieurs projets de l'IDA ont contribué à stimuler la croissance rurale :

- Attribution des titres fonciers : Mise en place de 47 bureaux de cadastre dans l'ensemble du pays, ce qui a permis l'enregistrement au cadastre de près de 2,5 millions de parcelles privées.
- Irrigation : Réhabilitation de plus de 4 000 kilomètres de canaux d'irrigation, ce qui a permis d'accroître la productivité de quelque 140 000 hectares de terres et de créer 53 associations d'usagers pour assurer la viabilité à long terme du système.
- Financement rural : Fourniture de 17 500 prêts à des entreprises rurales et exploitations agricoles, et création d'un réseau durable de 678 mutuelles de crédit villageoises.
- Environnement : Aide fournie au gouvernement pour la formulation de plans de gestion de 128 000 hectares de ressources forestières ; cadre réglementaire en cours de mise en place, mais l'application des règles reste un problème constant.

**Transport.** Pour un petit pays enclavé comme l'Arménie, il était primordial d'améliorer le principal réseau de transport. Dans son programme d'aide, l'IDA s'est attachée d'emblée à accroître l'efficacité du principal réseau routier par la mise en place d'une direction des transports plus solide et l'amélioration de la liaison ferroviaire entre Erevan, la capitale, et la frontière géorgienne. Au nombre des principaux résultats enregistrés par les projets de l'IDA figurent la construction ou la réhabilitation de plus de **800 kilomètres d'autoroutes et de routes**, ainsi que la réhabilitation de 11 ponts et de 72 kilomètres de voies ferrées.

**Énergie.** L'Arménie étant tributaire d'une centrale nucléaire vieillissante pour son approvisionnement énergétique, la priorité a été accordée à l'établissement de sources et de réseaux d'énergie modernes et plus efficaces. L'IDA a aidé le pays à restructurer entièrement son secteur énergétique en procédant au dégroupage des activités de production et de distribution, en instituant un organe de réglementation plurisectoriel et en mettant pratiquement fin au déficit quasi-budgétaire de ce secteur, qui représentait 4 % du PIB en 1998. Outre l'effort de restructuration institutionnel, l'IDA a réhabilité **six unités de production et huit postes de commutation**. Dans le cadre d'un programme de chauffage urbain, elle procède actuellement à la conception et à la réhabilitation de 40 systèmes de chauffage dans des établissements scolaires. Elle a en outre travaillé étroitement avec plusieurs bailleurs de fonds et fondations afin d'établir un fonds novateur pour les énergies renouvelables qui permet à des entrepreneurs de mettre en place des mini-systèmes d'hydroélectricité et de vendre de l'énergie au réseau national.

**Éducation.** L'Arménie a beau avoir hérité de l'ex-Union soviétique un système éducatif assurant un taux de scolarisation primaire quasiment universel, la qualité de son enseignement était plutôt médiocre, les salaires de ses enseignants étaient des plus faibles et les fonds limités disponibles n'étaient pas utilisés à

bon escient. L'appui de l'IDA a porté sur le lancement d'un système de **financement par élève**, la formation des enseignants, et l'amélioration qualitative des programmes, des installations et des manuels. Le pays a par ailleurs accru ses dépenses d'éducation, pour les porter de 2 % du PIB en 1997 à 2,9 % environ en 2006.

**Santé.** L'IDA aide le pays à restructurer son programme de santé de manière à le rendre à la fois accessible et abordable. L'ancien système de type soviétique se caractérisait par la spécialisation des médecins, le peu d'attention accordée aux soins à la famille, et le recours à de grands hôpitaux mettant peu l'accent sur les critères d'efficacité. Dans le but d'élargir l'accès à la santé et d'en améliorer l'efficacité, l'IDA a contribué à la formation de plus de **600 médecins et infirmiers** en médecine familiale et à construire des centres de santé de taille plus petite consacrés à la médecine familiale (80 dispensaires ruraux ont été réhabilités). L'impact de ces changements commence à se faire sentir, la proportion de personnes appartenant aux quintiles de revenus les plus faibles qui peuvent se faire soigner étant passée de 22 % en 2003 à 46 % en 2005.

**Protection sociale.** L'IDA a aidé le gouvernement dans ses efforts visant à mettre sur pied un système efficient et efficace de gestion du risque social. En 1999, un système unique de **protection sociale de la famille** s'est substitué à un système qui comprenait 28 types de prestations sociales limitées, non coordonnées et mal ciblées. L'IDA a également contribué à améliorer le système d'administration des prestations de retraite, et notamment aidé à la mise en place d'une base de données automatisée constituée de dossiers individuels.

**Alimentation en eau.** Un partenariat public-privé mis en place par l'IDA a permis d'améliorer la gestion des ressources en eau à Erevan. Il existe désormais de solides institutions dans ce secteur. L'utilisation de compteurs est quasiment généralisée ; au total, ce sont 300 000 compteurs usagers et 639 appareils de comptage général qui ont été installés. Le taux de recouvrement des factures est passé de 20 % à 79 %

durant les dix dernières années. Le service s'est aussi amélioré, passant de 7 heures à 18,5 heures par jour en moyenne (à Erevan, 70 % des ménages sont alimentés en permanence), et le niveau d'énergie consommée a quant à lui baissé de 48 %.

**Réforme judiciaire.** L'IDA a aidé à mettre en place un système judiciaire plus indépendant et accessible, ce qui est essentiel pour la gouvernance, le respect du droit et l'amélioration du climat des investissements. Son projet de réforme judiciaire en cours d'exécution a permis à la fois l'établissement de systèmes de greffe des tribunaux, la formation des juges, la sensibilisation du public (par le biais, entre autres, de l'émission de télévision « Mes droits »), et la rénovation de **12 palais de justice**. Un projet complémentaire de réforme judiciaire est en préparation sur la base d'un nouveau code juridique qui aura pour effet d'accroître l'indépendance de ce pouvoir.

**Développement communautaire.** L'IDA aide les communautés les plus pauvres du pays à identifier, sérier par ordre de priorité, financer et gérer de petits ouvrages d'infrastructure par le biais d'un fonds d'investissement social. Pour beaucoup des villages les plus isolés, ce fonds est le seul moyen dont ils disposent pour mettre en œuvre ce type d'activités. Un appui a été ainsi fourni dans 62 villages pour quelque **300 écoles**, 25 centres de santé, 39 petits canaux d'irrigation, 21 centres communautaires et 145 petits systèmes d'alimentation en eau potable, ce qui a contribué à une réduction de la pauvreté rurale. Le fonds en question veille tout particulièrement au renforcement des capacités au niveau des collectivités locales, et fait partie intégrante de la stratégie globale de décentralisation.

## ENJEUX ET PERSPECTIVES

L'Arménie a avancé rapidement sur le front de tout un ensemble de réformes institutionnelles et de politique générale avec l'appui de l'IDA. Mais il reste un certain nombre de problèmes auxquels il faut apporter des réponses et des financements ; cela va

de l'ouverture du secteur de l'aviation aux mesures nécessaires pour faire face aux besoins croissants des zones urbaines.

À partir de l'exercice 08, l'Arménie entrera dans la catégorie des pays dits « à financement mixte », qui peuvent prétendre à la fois à des crédits de l'IDA et à un léger volume de prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la composante de la Banque mondiale qui intervient dans les pays solvables. Il faut voir là un signe de sa réussite, mais le fait est qu'elle aura besoin d'un appui de l'IDA pendant encore quelques années pour que le passage au statut d'emprunteur de la BIRD n'ait pas d'effets préjudiciables sur le service de sa dette ou l'apport financier nécessaire au renforcement de ses capacités.

**L'Arménie ayant démontré qu'elle sait faire un bon usage des ressources de l'IDA, d'autres apports de fonds ne seraient pas de trop pour le programme d'investissements publics qu'elle s'est fixé.**

Les apports d'investissements publics représentent 5 à 6 % du PIB de l'Arménie, et les ressources de l'IDA en représentent près de la moitié.

**Le pays doit achever et approfondir un certain nombre de réformes.**

L'Arménie avait réussi à améliorer la gestion de ses services publics d'approvisionnement en eau et en énergie, mais, dans son secteur des télécommunications, un processus de privatisation mal conçu s'est traduit par un système qui a entraîné des coûts de communication prohibitifs pendant une dizaine d'années. Le pays a également besoin de libéraliser son secteur de l'aviation et d'autres services commerciaux. Les progrès dans ce domaine ont été plus lents, ce qui a empêché l'Arménie de tirer pleinement parti de la vitalité de son secteur privé.

Des mesures propres à renforcer la gouvernance, la transparence et la responsabilité, et à poursuivre l'effort de simplification administrative mené dans le domaine fiscal et douanier, contribueront à promouvoir l'essor du secteur privé et à encourager les entreprises à passer dans le secteur formel (ce qui, par voie de conséquence, renforcera les recettes publiques, lesquelles ne représentent encore que 15 % du PIB). Les enquêtes réalisées continuent d'indiquer que la corruption reste une préoccupation majeure pour les entreprises et la société arménienne.

D'autres domaines de réformes essentiels concernent l'amélioration des systèmes de pensions, le renforcement de la gestion forestière, l'amélioration des outils d'épargne et l'approfondissement des marchés des capitaux.

**L'Arménie doit investir davantage dans les secteurs clés.**

En matière d'éducation, le programme d'aide actuel privilégie l'enseignement primaire, et cet appui mérite d'être poursuivi. Mais des ressources de plus doivent être engagées pour étendre les services d'éducation et renforcer l'enseignement professionnel et tertiaire. Le pays aura grandement besoin de ces investissements pour préserver son niveau de compétitivité sur le marché du savoir et générer plus de possibilités d'emploi.

Dans le secteur de la santé, l'IDA a contribué à améliorer la médecine familiale et entamé le processus de rationalisation des installations et de recyclage des agents de santé. Elle contribue en outre à la réalisation d'investissements matériels dans la capitale et dans certaines régions. Un surcroît de financement de sa part permettrait à l'État d'étendre ce programme à l'échelon national, conformément au but visé dans ses ODM.

L'Arménie a réussi à transformer son secteur de l'électricité, qui se trouve désormais dans une

situation de stabilité enviable après avoir été en pleine crise. Mais cette réussite ne doit pas occulter le fait que les besoins énergétiques du pays sont encore assurés pour 40 % par une centrale nucléaire vieillissante de construction soviétique. Le pays a absolument besoin de se doter d'autres sources d'énergie. L'IDA a contribué à améliorer le rendement énergétique des systèmes actuels et à établir un fonds pluridonateurs d'un type novateur pour les énergies renouvelables.

Mais d'autres mesures s'imposent, en particulier pour ce qui est de renforcer les capacités de stockage de gaz dans un souci de sécurité accrue au plan énergétique, et, en collaboration avec l'Union européenne, de travailler à la mise en place d'un mécanisme pour permettre au pays de réduire progressivement sa dépendance à l'égard de sa vieille centrale nucléaire sans que cela perturbe son économie.

L'Arménie étant très exposée aux risques de séismes et d'inondation, des mesures d'atténuation et de gestion des catastrophes sont absolument nécessaires pour minimiser les pertes potentielles. Bien que l'IDA ait contribué à la recherche de solutions au problème des inondations en consolidant les barrages du pays, la capacité systémique de l'Arménie à gérer les catastrophes reste faible. Avec plus de ressources, l'IDA pourrait jouer un rôle majeur dans ce domaine sur la base de l'appui qu'elle fournit actuellement pour assurer la sécurité des barrages et la lutte contre la grippe aviaire.

Un autre problème consiste à mettre en place des services à l'intention d'une population urbaine en plein essor. Un tiers des Arméniens vivent à Erevan, la capitale. L'IDA a fourni un appui pour l'alimentation en eau et la gestion des déchets, mais il reste encore des efforts à fournir, notamment en matière de transport urbain, de sécurité et de lutte contre la pollution.

Enfin, la fermeture des frontières est un facteur qui nuit au potentiel économique de l'Arménie. Bien qu'il soit difficile de quantifier précisément les effets que cela a, l'élimination des barrières commerciales artificielles permettrait d'accroître sensiblement les échanges. Cela montre à quel point il importe de résoudre les conflits et désaccords actuels avec l'Azerbaïdjan et la Turquie.

### **Enseignements tirés de la contribution de l'IDA.**

En mars 2004, le Groupe d'évaluation indépendante a dressé un bilan sur dix ans de l'action de l'IDA en Arménie. Cette évaluation a fait ressortir la contribution de l'IDA au développement institutionnel, tant en termes de projets (86 % des projets ont été jugés satisfaisants) qu'en ce qui concerne le programme et la stratégie d'ensemble.

Elle a en outre fait ressortir la nécessité de prêter une attention accrue au cadre dans lequel opère le secteur privé et à la gestion du secteur public. Elle a souligné que les activités de l'IDA répondaient tout à fait aux besoins et avaient un impact substantiel, qu'il y avait des liens excellents entre le travail d'analyse effectué et le programme de prêt, et que les investissements et les conseils sur les politiques à suivre se soutenaient mutuellement. À titre d'exemple, les activités menées au niveau des politiques ont appuyé de délicates réformes dans le secteur de l'énergie, y compris le relèvement des tarifs et la privatisation des entreprises publiques de distribution. Ces mesures ont été essentielles aux progrès significatifs et soutenus réalisés dans ce secteur.

Au plan interne, un examen du travail d'analyse de l'IDA en Arménie effectué en 2006 par le Groupe d'assurance de la qualité a indiqué que ce travail avait eu un impact notable sur les processus de prise de décision et d'établissement d'un consensus

dans le pays. Le groupe a particulièrement félicité l'IDA pour son évaluation de la pauvreté et son examen des dépenses publiques, et l'important niveau d'intégration auxquels ils étaient parvenus entre les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et du développement rural.

Dans une enquête menée en Arménie auprès des clients de l'IDA en 2003 et 2005, l'action de l'Association a été jugée assez efficace (avec une note de 7,6 en 2005, sur une échelle de 1 à 10). Les clients ainsi sondés ont estimé que la contribution majeure de l'IDA était d'ordre financier, mais que son rôle de transmission du savoir allait croissant. Ils ont jugé particulièrement efficace l'action de

l'IDA dans les domaines de l'infrastructure, du suivi et de l'évaluation de la pauvreté, de l'amélioration du système financier et du renforcement de la croissance économique. En revanche, ils se sont dits préoccupés du fait que le travail en collaboration avec l'IDA soit en train de devenir plus onéreux et plus prenant.

Février 2007.

<http://www.banquemonde.org/ida>